

Les voix d'une révolution : **conversations avec la jeunesse tunisienne**

Conclusions de groupes de discussion avec des jeunes Tunisiens
réalisés entre le 11 et le 24 mars 2011

Elaboré pour le
National Democratic Institute
par Nicholas Collins

En partenariat avec

EMRHOD Consulting, Tunis

Copyright © National Democratic Institute (NDI) 2011. Tous droits réservés. La reproduction et/ou la traduction de tout ou partie de ce document est autorisée à des fins non lucratives sous réserves de citation du NDI comme l'origine de l'extrait et que des copies de toute traduction lui soient remises.

National Democratic Institute

2030 M Street, Fifth Floor
Washington, D.C. 20036
USA

Phone: 202.728.5500

Fax: 202.728.5520

Web: <http://www.ndi.org>



Le *National Democratic Institute* (l'Institut National Démocratique) est une organisation non-gouvernementale non-partisane à but non lucratif qui a pour mission de soutenir et de renforcer les institutions démocratiques dans le monde à travers la participation des citoyens et l'ouverture et la responsabilisation des gouvernements.

Depuis sa création en 1983, le NDI a œuvré avec des partenaires locaux dans 125 pays et territoires, ramenant divers groupes et individus à partager des idées, des connaissances, des expériences et de l'expertise. Les partenaires bénéficient ainsi des meilleures pratiques internationales en matière d'évolution démocratique qu'ils peuvent ensuite adapter aux besoins spécifiques de leurs pays. Cette approche 'multinationale' confirme l'idée que, même s'il n'y a pas de modèle unique de démocratie, certains principes de base sont partagés par tous les systèmes démocratiques. Le travail du NDI consiste aussi à promouvoir la mise en place de canaux de communication entre les citoyens, les institutions politiques et les élus ainsi qu'à consolider les capacités de ces derniers à améliorer la qualité de vie de tous les citoyens.

Participation du citoyen: Pour qu'une démocratie fonctionne, il y a fort besoin de citoyens informés et actifs qui savent exprimer et faire valoir leurs intérêts, agir en concert et demander des comptes aux pouvoirs publics. Au fil des années, l'Institut a travaillé avec plus de 13 000 groupes civiques. Ses programmes civiques, y compris ceux d'éducation civique et des votants, des efforts d'encouragement à aller voter, la construction d'argumentaires autour de problématiques et leur présentation, le contrôle du budget et la surveillance de l'action du gouvernement, aident ces citoyens à prendre une part active au processus politique et à servir de lien entre le citoyen et l'élu.

Démocratie et TIC: Internet, le téléphone portable et les médias sociaux incitent les citoyens à s'impliquer davantage dans la politique de façons de plus en plus innovatrices et participatives. Le NDI a été pionnier dans l'usage des nouvelles technologies comme partie intégrante de l'évolution démocratique. L'Institut a aidé des citoyens à concevoir et à perfectionner des outils de sensibilisation, d'organisation et de mobilisation de manière à responsabiliser davantage les gouvernements et à ouvrir davantage le champ aux initiatives citoyennes pour le changement politique et social.

Gouvernance démocratique: Le NDI coopère avec les pouvoirs législatifs dans le monde et les aide à renforcer leurs commissions parlementaires, le contrôle législatif, les règlements intérieurs, l'accès public à l'information, les comités électoraux et la communication de proximité. L'Institut aide les divers ministères et les cabinets des premiers ministres et des chefs d'états à mieux fonctionner, à se rapprocher davantage du public et à se mettre à son écoute. Le NDI soutient également les efforts des autorités régionales et locales pour mieux satisfaire les besoins de leurs citoyens.

Elections: Le NDI intervient aux côtés des partis politiques et des organisations de la société civile dans la formation et l'éducation civique des électeurs, la réformes des lois électorales et la supervision de toutes les étapes de scrutin. Ces programmes créent la confiance en ces gouvernements et renforcent leur responsabilité et leur légitimité. Le NDI a travaillé avec plus de 300 groupes de citoyens et de coalitions dans 74 pays qui ont mobilisé plus de deux millions de citoyens pour superviser des élections. Il s'est associé à des centaines de partis politiques pour promouvoir l'intégrité des scrutins et a conduit plus de 100 missions d'observation d'élections à travers le monde.

Partis politiques: le NDI coopère avec ses partenaires sur les méthodes de construction de partis politiques allant des procédures démocratiques internes et le choix des candidats jusqu'aux sondages, élaboration des programmes et le travail de terrain. A cet égard, l'Institut a travaillé avec plus de 720 organisations et partis politiques dans plus de 80 pays pour créer des environnements politiques plus ouverts où le citoyen peut participer activement au processus démocratique.

Femmes en politique: Le NDI est pionnier dans la promotion de la participation politique de la femme. Les nombreux programmes novateurs de l'Institut - conçus tant pour des environnements politiques difficiles où la démocratie est naissante et dans des démocraties plus ancrées – impliquent les femmes dans les assemblées élues, les partis politiques et la société civile en tant que leaders, activistes ou en tant que citoyennes informées. Ces programmes créent un environnement où les femmes peuvent discuter de questions politiques, se porter candidates et être élues à des postes de responsabilité, gouverner efficacement et prendre pleinement part à tous les aspects de la vie associative et politique.

Préface

Le mouvement de protestation à travers tout le pays qui a abouti à la chute du régime du Président tunisien Zine El Abidine Ben Ali le, 14 janvier 2011, fut une première dans le monde arabe. Faisant usage des réseaux sociaux, surtout Facebook, des jeunes gens à travers tout le pays se sont organisés loin des structures politiques traditionnelles telles que les organisations de la société civile ou les partis politiques. En se révoltant contre des années de d'injustice, de difficultés économiques, de chômage et de privation de libertés fondamentales, la jeunesse tunisienne issue de divers milieux sociaux, économiques et politiques était vraiment le moteur du changement qui a balayé le pays.

Objectif: Reconnaissant le rôle central que la jeunesse tunisienne a joué dans ces événements historiques, le National Democratic Institute « NDI ou l'Institut » a mené une étude qualitative dans des villes à travers toute la Tunisie, entre le 11 et le 24 mars 2011, pour voir comment cette jeunesse percevait le passé, le présent et l'avenir de son pays. Les conclusions de cette étude, résumées ci-dessous, offrent un aperçu du regard que la jeunesse tunisienne porte sur ces événements récents, la transition démocratique, les élites politiques et les diverses possibilités de participation politique. Ces conclusions seront destinées à informer les responsables tunisiens - que ce soit les membres du gouvernement de transition, les partis politiques ou les organisations de la société civile - des nuances derrière les opinions de ces jeunes. Cette information est précieuse car elle permettra à la classe politique de mieux répondre aux attentes de la jeunesse pendant la période fragile de transition politique en cours.

Le *National Democratic Institute* a chargé EMRHOD Consulting de mener l'étude dans neuf villes du pays. EMRHOD est un cabinet-conseil spécialisé dans les études de marché et les enquêtes d'opinion, implanté à Tunis et à Alger. Il est affilié au groupe de recherche ENSOMAR. Une spécialiste en recherche qualitative, qui faisait partie d'un ancien centre des focus groupes fondé par l'Institut au Maroc, a collaboré avec EMRHOD afin de coordonner d'étude. Si de nombreuses études quantitatives ont été réalisées depuis janvier 2011, celle-ci est la première étude qualitative sur les questions politiques de toute l'histoire de la Tunisie, les enquêtes d'opinion libres n'ayant jamais été autorisées au temps de Ben Ali. Pour le NDI, qui a maintenu une présence permanente sur terrain en Tunisie depuis la Révolution, cette étude représente une initiative pilote qui guidera dans les prochaines études d'opinion que l'Institut compte entreprendre pour analyser les attitudes des Tunisiens par rapport à la transition politique en constante évolution. Les conclusions des groupes de discussion révèlent ce que pensent les jeunes tunisiens, comment ils perçoivent la direction que prend leur pays et expliquent ces perceptions.

Méthodologie: entre le 11 et le 24 mars 2011, le NDI a organisé dix groupes de discussion dans neuf villes du pays avec une large distribution géographique: Tunis (2), Bizerte, Sousse, Kairouan, Sidi Bouzid, Sfax, Gabès, Nabeul et le Kef. Les villes cibles ont été choisies sur la base du nombre d'habitants, de leur poids économique, de leur situation géographique et du rôle qu'elles ont joué dans les événements de décembre 2010 et janvier 2011. Pour obtenir les opinions de ceux qui

se sont le plus impliqués dans le mouvement de protestation et de ceux qui sont le plus touchés par le chômage, chaque groupe comprenait entre sept et dix personnes, hommes et femmes, entre l'âge de 25 et 30 ans. La répartition entre les sexes était de 55% d'hommes contre 45% de femmes. 36% des participants étaient sans emploi. Parmi les critères de sélection des groupes, le NDI a favorisé les participants qui se sont dits utilisateurs réguliers de Facebook. Les participants ont été sélectionnés puis triés de nouveau pour assurer la parité des sexes, une distribution plus large des localités, des milieux économiques et sociaux, des niveaux éducatifs et des professions.

Le caractère délicat des sujets traités et du climat politique ambiant ont posé des problèmes et obstacles singuliers pour la réalisation du projet. La situation sécuritaire précaire dans plusieurs villes de l'intérieur nous a parfois obligés de reporter les discussions. Quoique concluant, le recrutement dans ces régions était particulièrement complexe et ce parce que les sujets de discussion avaient un caractère particulièrement important et délicat quand on sait le rôle que ces villes ont joué dans la Révolution. En outre, ces régions n'avaient guère l'habitude des enquêtes d'opinion auparavant parce que ces activités étaient menées quasi-exclusivement dans les villes côtières. NDI et EMRHOD ont travaillé en étroite collaboration pour surmonter ces obstacles.

Les groupes de discussion: Les groupes de discussion sont plus un outil de recherche qualitatif plutôt que quantitatif. Ils viennent compléter le sondage d'opinion basé sur un échantillonnage scientifique de la population. Ces groupes, par contre, révèlent une richesse d'opinions que les sondages ne peuvent offrir. Par le biais d'échanges guidés et ouverts, ces groupes de discussion permettent aux décideurs de saisir les motivations, les sentiments et les valeurs derrière les opinions des participants. Par ailleurs, les conclusions de ces discussions ne sont qu'une photo instantanée d'opinions au moment de leurs déroulement. Vue le dynamisme de la situation de transition du pays, l'opinion publique est en fluctuation permanente selon la réaction des citoyens aux changements et aux événements successifs. Les conclusions de ce rapport ne représentent donc que les opinions au moment où l'enquête avait été réalisée, à savoir de la mi- à la fin mars 2011.

Ce rapport reflète les opinions des jeunes Tunisiens qui ont participé à cette étude. Les termes tels que "jeunesse" et "jeunes Tunisiens" y sont employés invariablement pour décrire les positions de ces participants.



Fig. 1: Les locations des focus groupes. A l'exception de Tunis, où deux groupes ont été tenus, chaque ville a tenu un seul groupe.

Principales conclusions

Se basant sur une série de dix groupes de discussion menés en mars 2011, ce rapport sonde les opinions des jeunes Tunisiens aux sujets des événements récents qui ont abouti à la chute du régime de Ben Ali et à la transition politique en cours. Les principales conclusions sont comme suit :

Les jeunes Tunisiens désirent véritablement prendre part à la transition démocratique de leur pays mais ils restent sceptiques quant aux structures disponibles. Les sondés ont quasi unanimement exprimé un véritable intérêt à participer à la transition politique en Tunisie et plus particulièrement à travers le vote aux élections de l'assemblée constituante prévues pour le 24 juillet 2011. Cette participation est vue, par les jeunes fiers de leur rôle dans le renversement du régime de Ben Ali, comme l'étape suivante logique; ils souhaitent à surveiller avec vigilance la transition politique en cours. **Toutefois, les jeunes se méfient du processus politique et du rôle des élites en place. Ils expriment un certain scepticisme à l'égard de quelques individus, partis politiques et organisations de la société civile qui essaient d'exploiter la Révolution à des fins personnelles.** Cette réticence s'explique probablement par une longue exclusion de la jeunesse dans le passé - et de la plupart des Tunisiens d'ailleurs- de la scène politique, un phénomène qui s'étend à certains égards à cette période de transition. Les partis politiques qui étaient cooptés et marginalisés dans l'ancien régime, n'ont pas bonne réputation parmi les jeunes. Quoique les organisations de la société civile soient mieux loties, **les jeunes restent peu disposés à soutenir formellement toute institution structurée.**

« Voter est un moyen de faire entendre notre voix et un signe que la Révolution a réussi »
(Femme, Tunis)

« Je sens que je joue un rôle dans une démocratie nationale.»
(Homme, Gabès)

« A ce stade, je pense que nous avons besoin d'une plus grande prise de conscience politique.»
(Femme, Tunis)

De nombreux jeunes considèrent que leur pays est sur la bonne voie, mais beaucoup d'autres aussi ne se leurrent pas quant à un recul potentiel et **le besoin de patienter** encore dans le court et moyen termes. La déposition de Ben Ali est vue comme un événement positif et important et source majeure d'optimisme, permettant l'exercice des libertés et ouvrant la voie à un gouvernement à l'écoute du peuple. Les sondés ont souligné le pouvoir de la citoyenneté que les Tunisiens viennent de découvrir et la volonté d'investir dans l'avenir du pays pour garantir un avenir meilleur.

« Si nous avons pu renverser Ben Ali, nous pouvons bien construire notre pays. Nous avons des hommes et des femmes capables de remettre le pays sur les rails.»

(Femme, Le Kef)

« Beaucoup de choses se sont améliorées mais plus que tout, notre voix est désormais entendue.»

(Homme, Gabès)

Cet optimisme est tempéré par une vision réaliste et pragmatique de la situation économique et sécuritaire, deux secteurs prioritaires que les sondés pensent capables de s'améliorer et qu'ils ne l'ont pas encore fait. Le pessimisme est dû en grande partie à la situation instable et volatile que vit le pays deux mois seulement après la Révolution. S'agissant de la sécurité, les jeunes déplorent l'instabilité persistente et la hausse de la criminalité engendrée en partie par la libération de prisonniers pendant la Révolution. Certains ont estimé que la Révolution avait porté atteinte à l'économie et éloigné les investissements étrangers du pays. Plus généralement, certains jeunes doutent des perspectives démocratiques du pays citant pour cela le manque d'expérience des citoyens et de la conception faussée que certains ont de la liberté et la démocratie.

« Je pense que le pays prend une mauvaise direction. Les gens n'ont plus confiance en leur gouvernement et manifestent chaque fois qu'ils veulent quelque chose, mais ceci ne fait que ralentir le travail du gouvernement. »

(Homme, Tunis)

« Je suis un peu pessimiste : nous avons fait une Révolution et chassé un dictateur mais le problème c'est la mentalité des gens. C'est très difficile – les gens voient la liberté et la démocratie différemment et n'en connaissent pas le vrai sens. »

(Femme, le Kef)

« Nous partons dans la mauvaise direction, rien de concret et nous n'avons rien d'autre que les promesses et les accusations les plus fantaisistes.»

(Homme, Tunis)

Dans tous les groupes, les participants s'accordaient pour dire que les jeunes étaient le fer de lance derrière les événements politiques tandis que le rôle des acteurs politiques officiels était assez controversé. La corruption, le chômage et la répression politique étaient parmi les facteurs les plus cités par les jeunes comme éléments déclencheurs de la Révolution. Les sondés ont raconté leur participation personnelle aux manifestations et sit-ins ainsi que l'usage de Facebook pour visionner et partager articles et vidéos comme étant leur contribution à la Révolution. **Les sit-ins et les manifestations ont été généralement reconnus comme moyens démocratiques légitimes pour atteindre des objectifs politiques**; quelques uns par contre désapprouvent ceux

qui manifestent pour des intérêts personnels et affirment que les sit-ins ne doivent pas empêcher les gens de retourner au travail.

« Personnellement jusqu'au 13 janvier je ne me sentais pas du tout concerné et j'étais même convaincu par le dernier discours de Ben Ali. Le lendemain je suis allé manifester et j'étais convaincu de ce que je faisais ce jour –là»

(Homme, Sousse)

« Quand j'allume mon ordinateur, me connecte à Facebook et trouve des vidéos sur la Révolution que je diffuse et partage, ça veut dire que je participe à la Révolution.»

(Homme, Kairouan)

« Les gens bouillonnaient à l'intérieur mais se muraient dans le silence, ils étaient comme un volcan qui n'attendait qu'un signe pour exploser.»

(Femme, le Kef)

« Internet et Facebook ont été les principaux vecteurs de la Révolution. Il y a cinq ans, nous avions les mêmes problèmes qu'aujourd'hui mais nous ne pouvions pas communiquer. Il aurait été carrément impossible d'organiser des manifestations de rue.»

(Femme, Sousse)

La majorité des jeunes Tunisiens réagit positivement à l'idée de démocratie, elle est optimiste quant aux perspectives de la transition démocratique. La démocratie est intimement liée à la liberté d'expression et l'échange de vues. Beaucoup de jeunes parlent d'un réveil politique qui est en train de se produire pendant qu'ils intègrent le processus politique et prennent connaissance des choix qui s'offrent à eux. **Certaines personnes interrogées craignent que les citoyens comprennent mal la démocratie et abusent des nouvelles libertés.** Partout dans les régions les participants ont évoqué l'absence de culture politique après des décennies de répression durant lesquelles le gouvernement encourageait les citoyens à s'occuper seulement de sujets comme la musique ou le sport pour les tenir loin de la chose politique. Les jeunes reconnaissent que **le passage à un système politique plus démocratique nécessite le développement graduel d'une culture et d'une conscience politiques en Tunisie.**

“J'ai remarqué que les gens ne regardent plus ni les shows musicaux ni le football, ils s'intéressent plutôt à la politique. Dans peu de temps, les Tunisiens seront plus conscients politiquement et se poseront des questions sur leur place dans le monde.”

(Homme, Nabeul)

“Certains ne comprennent pas le sens de la liberté, elle est en train de nous conduire au chaos.”

(Femme, Nabeul)

“Nous avons enduré beaucoup de frustration et d’oppression. Nous ne pouvons pas réaliser la démocratie avec une mentalité pareille.”

(Femme, Tunis)

Même s'ils reconnaissent une certaine amélioration de la sécurité au cours des deux derniers mois, la méfiance des citoyens à l'égard de la police ressort comme une source majeure d'inquiétude. A l'origine de cette méfiance est le rôle historique de la police comme instrument de répression aux mains du gouvernement ainsi que la violence qu'elle a manifestée pendant la Révolution. En dépit de cette méfiance, les intervenants s'inquiètent du vide sécuritaire et de la hausse du nombre de vols et de cambriolages. Une grande partie de l'insécurité dans le pays est attribuée aux membres de l'ancien régime qui essaient de semer l'anarchie. Certains ont estimé que les relations avec la police se sont quelque peu améliorées et que cette dernière s'occupe mieux des besoins des citoyens. En revanche, l'armée jouit d'un préjugé positif du fait qu'elle a refusé l'ordre du gouvernement de Ben Ali de tirer sur les manifestants. La dissolution de la police politique a été saluée comme une mesure positive.

“Avant à Gabès on vivait en toute sécurité— on pouvait rentrer chez soi à 3 heures du matin sans aucune crainte; maintenant on a peur.”

(Femme, Gabès)

“[Il y a] trop d'anarchie, trop de confusion—on ne peut pas faire confiance au gouvernement.”

(Homme, Nabeul)

L'économie reste une préoccupation majeure partout dans le pays. Même si tous les participants ont déclaré que la bonne santé économique est une priorité, certaines villes —Bizerte, Nabeul, Sidi Bouzid et Gabès— étaient plus pessimistes quand à l'évolution de la situation économique. Les inquiétudes de nature économique les plus fréquemment citées étaient **le chômage, la crise du secteur du tourisme, la hausse des prix, la multiplication des grèves** et l'impact des événements politiques et sécuritaires en Libye voisine. Les jeunes les plus optimistes ont souligné le démantèlement des réseaux de corruption des familles dirigeantes comme facteur potentiel d'attraction des investissements étrangers. La population tunisienne jeune et éduquée a été également mise en évidence comme élément favorable au développement économique escompté. Les intervenants de villes côtières telles que Sousse, Gabès et Nabeul ont souligné le besoin d'accroître les investissements étrangers tandis que ceux du Kef, de Tunis ou de Sidi Bouzid citaient plutôt la nécessité de mettre fin aux grèves et de retourner au travail.

“La multiplication des manifestations et des grèves menace l'économie et décourage les investisseurs. Des amis qui travaillent pour des Chinois m'ont dit qu'après avoir vu les grèves répétées ils ont décidé de fermer leur entreprise en Tunisie.”

(Femme, Bizerte)

“A Sfax, plusieurs entreprises ont fermé à cause des mouvements de protestation. Chacun défend ses propres intérêts”

(Femme, Sfax)

“A mon avis, on devrait mettre davantage l'accent sur l'exportation pour développer l'économie.”

(Homme, Sfax)

Les jeunes Tunisiens reconnaissent l'existence d'inégalités et de clivages régionaux.

Quelle que soit la ville où on était, chaque discussion faisait le constat **des grandes inégalités en développement entre les riches zones côtières et l'arrière-pays et citait ces disparités comme l'une des causes majeures de la Révolution**; Tout en soulignant ces disparités comme un problème urgent à traiter, les sondés dans les zones côtières comme Tunis, Sousse, Bizerte, Sfax ou Nabeul ont cité également le chômage et l'insécurité qui touchent le pays entier. Ceux de Sidi Bouzid, Gabès, du Kef ou de Kairouan ont parlé plus délibérément d'une exclusion intentionnelle des régions de l'intérieur menée par l'ancien gouvernement et qui s'est poursuivie après la Révolution. Elle a consisté à laisser se généraliser la corruption, escamoter les problèmes urgents comme l'environnement et le chômage et dernièrement à imposer des gouverneurs provenant d'autres régions. **Malgré les clivages, les jeunes ont fait montre d'une solidarité exceptionnelle à travers les régions et manifesté une volonté de remédier aux inégalités de développement qui persistent.**

“Il existe une certaine mentalité ‘régionaliste’ où chacun ne s'intéresse qu'à sa propre région. Gabès est le seul gouvernorat qui ne jouit d'aucune attention particulière et nous devons nous faire entendre.”

(Femme, Gabès)

“Il ne faut pas faire le jeu du régionalisme en disant ‘tel vient de Kasserine, tel autre de Sidi Bouzid, etc. donc on ne vote pas pour lui.’ On doit voter pour les idées et non pas pour les personnes.”

(Homme, Sidi Bouzid)

“Pendant la Révolution, quelqu'un ne cessait pas de publier sur Facebook des propos mensongers sur les régions et des propos régionalistes pour semer la zizanie. Je les ai tous copiés et publiés pour les porter à l'attention de tout le monde.”

(Homme, Le Kef)

“A Sousse, le comportement des gens pendant la Révolution était un peu plus timoré que dans les autres régions comme Sfax, Tunis, le sud, etc. Ceci est du peut-être au fait que la plupart des investisseurs en Tunisie sont originaires de Sousse et donc liés d'une façon ou d'autre à la famille de Ben Ali.”

(Femme, Sousse)

“Quand je demande un crédit à la banque, on me demande de fournir une garantie parce que je suis de Sidi Bouzid; or, si vous êtes de Sfax ou d'une autre région, on ne vous demandera rien.”

(Homme, Sidi Bouzid)

Réprimés pour longtemps sous Ben Ali, les partis politiques et les organisations de la société civile sont aujourd'hui peu connus parmi les jeunes. Ces organismes sont principalement identifiés par les personnalités qui les dirigent. Quand les partis ont été reconnus, il ya eu beaucoup de confusion sur les noms, les programmes et les positions des uns et des autres. Quand on demandait aux gens de citer spontanément quelques noms de partis, ce sont les noms de l'ancien parti au pouvoir le Rassemblement Constitutionnel Démocratique (RCD) et celui d'Ennahdha (Renaissance), récemment agréé, qui revenaient le plus. Si le RCD suscite une condamnation unanime pour son affiliation avec Ben Ali, la discussion autour du parti islamiste Ennahdha a donné lieu à de nombreux débats sur son rôle politique.

A l'échelle régionale, et même si la population sait peu des acteurs politiques en présence, trois de ces derniers ont bénéficié d'une plus grande visibilité. Il s'agit de **l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), du parti Ennahda et du Parti démocratique progressiste (PDP)**. Deux partis, composant l'opposition reconnue sous le régime de Ben Ali – le Mouvement Ettajdid (Renouveau) et le PDP – ont vu leur image largement entamée par leur participation au premier gouvernement de transition après la Révolution, certaines personnes interrogées allant jusqu'à les accuser de complicité avec l'ancien régime. Les sondés ont exprimé **le désir de voir les partis politiques gagner en visibilité en intervenant dans les débats télévisés et en sortant sur le terrain.**

“La présence des partis politiques est circonscrite à la capitale, Tunis, délaissant l'intérieur du pays où la Révolution a vraiment commencé.”

(Homme, Sidi Bouzid)

“Les partis politiques doivent sortir, aller à la rencontre de la population, distribuer des dépliants, visiter les gouvernorats.”

(Homme, Nabeul)

“Personne ne peut vous nommer un seul parti politique car nous n'avons pas de culture politique.”

(Homme, Sidi Bouzid)

Les jeunes Tunisiens n'ont pas confiance en leurs élites politiques. Chaque groupe a exprimé cynisme et appréhension à l'endroit des différents acteurs qui se présentent en meneurs du mouvement de révolte afin de tirer profit de la Révolution. **Même les formations politiques dont l'opposition au régime de Ben Ali ne souffrait d'aucun doute étaient soupçonnées d'opportunisme et tentées de confisquer la Révolution à ceux qui l'ont faite, les jeunes notamment.** Dans le même ordre d'idées, les partis qui avaient rejoint le premier gouvernement de transition ont été décriés et accusés de chercher à se mettre en avant dans la perspective des élections présidentielles à venir. Les interrogés ont épinglé des groupes tels que le Front du 14 janvier et le Conseil pour la protection de la Révolution, disant que rien ne leur donnait le droit de s'arroger de telles dénominations et qu'ils ne représentaient pas le peuple. Si certains groupements politiques ont bénéficié de réactions plus positives que d'autres, **aucun acteur politique ne gagne la sympathie entière des jeunes et aucun n'est considéré, par ces derniers, comme représentant la Révolution.** Les groupes de discussion ont été constitués juste après la nomination du Premier ministre par intérim, M. Beji Caïd Essebsi. A la différence de son prédécesseur, M. Mohamed Ghannouchi, qui suscitait des réactions largement négatives, les impressions concernant Caïd Essebsi sont assez contradictoires, certains appréciant ses qualifications et son style pendant que d'autres sondés le critiquaient pour son âge avancé et ses anciennes connivences avec le régime de Bourguiba.

“Aucun parti ne nous représente. Ils menaient la belle vie à l'étranger alors que nous on souffrait et agonisait ici. Pourquoi n'étaient-ils pas revenus en Tunisie ?”

(Homme, Tunis)

“ En principe, les gens de religion ne se mêlent pas de politique. Le fait que [Ennahda] est un parti politique est la preuve qu'ils ne sont pas honnêtes.”

(Homme, Kairouan)

La transition démocratique est considérée verrouillée et balisée par l'élite. Aux yeux de nombreuses personnes sondées, les institutions et les acteurs politiques qui conduisent la transition agissent dans l'opacité et excluent les jeunes et les populations hors de Tunis. Ils reprochent aux leaders politiques de tenir un discours abstrait et de ne rien faire pour associer les jeunes. Les habitants des régions de la Tunisie profonde, en particulier, **s'estiment éloignés/écartés de la transition qui se décide dans la capitale.** L'ancienne Commission des réformes politiques, appelée 'Haute Commission de protection des objectifs de la Révolution, des réformes politiques et de la transition démocratique', est perçue positivement car elle a mis la Tunisie sur la voie démocratique mais elle est en même temps critiquée comme étant une instance non élue et non représentative.

“Ce n'est pas nous qui avons choisi la commission des réformes politiques, c'est le gouvernement qui en a désigné les membres.”

(Homme, Le Kef)

“Voir les partis politiques se disputer ne suffit pas. Chaque parti doit se présenter indépendamment des autres.”

(Homme, Nabeul)

“[Les membres de l'assemblée constituante] doivent adopter des programmes clairs et distincts et être à l'écoute du peuple.”

(Femme, Tunis)

Les attentes sont élevées. Les jeunes Tunisiens sont fiers du rôle qu'ils ont joué dans la Révolution et ils attendent beaucoup du gouvernement de transition. Les personnes sondées ont exprimé l'espoir de voir le gouvernement mettre en priorité **la création d'emplois et la lutte contre la corruption** et mieux communiquer avec la population. Les exigences de transparence et de reddition de comptes, pour les décideurs, ne doivent pas être en reste. A ces attentes élevées vient s'ajouter le sentiment que les jeunes doivent surveiller avec vigilance le déroulement de la transition politique. **Les jeunes soulignent la nécessité de garder une pression constante pour réussir un véritable changement.**

A la question de savoir qu'est-ce qu'ils attendraient des membres de la Constituante une fois élue, les sondés ont répondu, dans leur écrasante majorité, que **ceux-ci devraient être honnêtes, sincères, responsables, justes et durs à la tâche.** Rappelant que les gouvernements passés et actuel n'ont pas été assez sensibles aux attentes des jeunes, les sondés exigent que les membres de la Constituante soient plus proches des populations et qu'ils doivent placer les intérêts du pays et des citoyens avant les leurs. Tout en adhérant à la nécessité de réviser la Constitution, sachant que le texte actuel avait été taillé sur mesure pour servir Ben Ali, les conseils des participants **adressés aux membres ne concernaient pas la seule réforme constitutionnelle mais portaient prioritairement sur la lutte contre la corruption et le chômage.**

“Nous voulons que la voix des jeunes soit entendue. Les organisations et associations actuelles sont aux mains de personnes âgées, comme c'est le cas de la commission des citoyens.”

(Femme, Gabès)

“Si on lui met pas la pression, le gouvernement ne fera rien.”

(Homme, Sfax)

“[La Constituante] ne doit pas oublier ce qui est arrivé à Ben Ali. Le peuple tunisien s’est soulevé et il peut le refaire si nécessaire.”

(Homme, Sidi Bouzid)

“ [Les membres de l'assemblée constituante] doivent savoir que le peuple les regarde. Ils devraient penser à créer des comptes sur Facebook.”

(Homme, Sfax)

Les jeunes Tunisiens sont divisés concernant Ennahda en tant que force politique.

S’il est vrai que Ennahda est le parti politique qui vient rapidement à l’esprit des sondés, les débats cependant révèlent des clivages profonds parmi les jeunes sur ce parti et **reflètent aussi les tendances qui traversent la société tunisienne aujourd’hui**. Le retour de Rachid Ghannouchi (chef de file de ce parti islamiste) a suscité beaucoup de débat dans le pays et a renforcé la visibilité de ce mouvement depuis l’avènement de la Révolution. Ennahda est critiqué principalement sur les événements des années 80 et 90 comme sont exprimées les craintes de voir un recul des libertés et des droits dont jouissent les femmes grâce au Code de statut personnel. Des personnes interrogées, à Sidi Bouzid et Sousse notamment, considèrent que ce parti est hypocrite, extrémiste et hostile aux femmes, exprimant la crainte de voir la religion mêlée à la politique. Le discours modéré de ce parti est, selon eux, qu’opportunisme visant à gonfler les rangs de ses sympathisants en prévision des élections à venir. En revanche, à Bizerte et d’autres villes, les sondés ont perçu dans le discours d’Ennahda une sorte de mutation sur le modèle du Parti de la justice et du développement (AKP) de Turquie. Ceux qui soutiennent ce parti se sont dit favorables à un retour aux valeurs tunisiennes et que, sous le nouveau système démocratique, Ennahda devrait être autorisé à participer. Bien que les interrogés divergent quant à la lecture qu’ils font des vraies intentions d’Ennahda, ils sont **unanimes quant à la nécessité de sauvegarder les droits des femmes et les droits sociaux acquis depuis l’indépendance**.

“ Nous devons appliquer la religion. La Tunisie est un pays musulman”

(Femme, Kairouan)

“Ce qui est bien avec Ennahda est qu’il va réintégrer des personnalités importantes (médecins, philosophes, chercheurs) dans la société, des gens qui étaient opprimés sous l’ancien régime en raison de leur foi.”

(Femme, Tunis)

“Ce ne serait pas une bonne chose pour Ennahda d’intégrer le gouvernement. Il ferait mieux de rester loin de la politique.”

(Femme, Kairouan)

“Je veux mettre le *hijab* et travailler.”

(Femme, Sfax)

“Grâce à la Révolution, Ennahda ne peut nous forcer à rien !”

(Homme, Sfax)

Le vote est la forme consacrée de la participation politique. Les interrogés ont répondu qu'il était de leur devoir de voter pour élire l'Assemblée constituante afin de veiller à la poursuite du processus démocratique et à la concrétisation des objectifs de la Révolution. Invités à choisir parmi plusieurs modes de participation à la transition politique et au processus démocratique, chaque groupe de discussion a **cité en premier le vote aux prochaines élections.** Très peu de participants ont dit avoir voté dans les élections passées qui, de l'avis de l'écrasante majorité, étaient entâchées de fraude à grande échelle. Malgré leur engouement, les groupes de discussion ont permis de constater que les **participants étaient peu informés des détails de l'élection ou des pouvoirs d'une assemblée constituante, ce qui révèle l'immense tâche de communication qui attend des instances telles que la Haute Commission.** Certains participants continuaient à évoquer la tenue d'une élection présidentielle au moins une semaine après la décision d'élire une assemblée constituante.

Après le vote, **les participants ont cité les réseaux sociaux pour échanger des idées politiques et la participation à des forums publics comme autres canaux de participation politique.** Pour beaucoup, Facebook est une source d'informations crédible suivi par le bouche à oreille et les chaînes de télévision. **Il ressort de l'enquête que la majorité des jeunes répugnent à adhérer aux partis politiques ou à des organisations de la société civile ni à se présenter comme candidats ou à faire campagne.** L'échange d'opinions politiques avec des amis ou des membres de la famille semble être la forme d'implication préférée, ce qui reflète la solidité des liens familiaux et l'importance de la communication informelle en Tunisie.

“Voter n'exige pas une profonde culture politique ou historique ; il suffit de connaître les objectifs et les principes des partis politiques.”

(Homme, Sidi Bouzid)

“La famille et les amis font partie de l'idée de démocratie.”

(Femme, Kairouan)

“Les organisations de la société civile servent les intérêts de tout le monde. Elles sont apolitiques.”

(Homme, Sousse)

“Je rejoins un parti politique pour y concrétiser mes idées.”

(Homme, Tunis)

“Le fait de participer aux élections nous donne le sentiment d’avoir participé à réaliser le changement dans notre pays”

(Femme, Gabès)

Conclusion

Les groupes de discussion que le NDI a organisés en Tunisie en mars 2011 mettent en lumière l'engouement profond des jeunes Tunisiens à participer à la transition démocratique en cours. Il revient à la classe politique de déterminer comment l'énergie débordante, dont a fait montre cette jeunesse pendant la Révolution, peut être canalisée pour bénéficier le processus politique. Les jeunes sont manifestement ouverts et prêts à examiner tous moyens de participation politique mais affichent un certain scepticisme par rapport aux choix disponibles notamment ceux impliquant l'adhésion aux partis politiques ou à des organisations de la société civile.

Avec l'ouverture du champ politique en Tunisie, les responsables des partis politiques et des organisations de la société civile feraient bien de penser des stratégies pour attirer les jeunes en leur sein et en exploiter les talents et les compétences. Ayant fait irruption sur la scène politique depuis la Révolution, la jeunesse tunisienne représente une opportunité remarquable permettant aux partis politiques de mobiliser des soutiens à l'approche des élections. En intégrant les jeunes dans leurs structures, les partis vont non seulement répondre à leurs intérêts stratégiques immédiats mais ils vont aussi aider les jeunes à exprimer leurs opinions et faire connaître leurs doléances par le biais de mécanismes officiels, loin des protestations de rue. Selon les résultats de l'enquête, les jeunes veulent savoir qu'on les écoute et qu'on apprécie leurs opinions. Les réseaux sociaux sur Internet comme Facebook devraient être suppléés par d'autres efforts de communication de proximité pour impliquer les jeunes de la façon la plus optimale possible.

Les résultats de l'enquête indiquent aussi que l'amélioration de la sécurité et de la situation économique sont des priorités pour les jeunes. Comme ils s'étaient engagés à traiter ces questions, les gouvernements de transition doivent maintenant prouver aux citoyens qu'ils sont déterminés à tenir leurs promesses. Les jeunes de Tunisie attendent de leurs dirigeants politiques qu'ils formulent des solutions claires et nouvelles à ces défis politiques. Leurs solutions devraient comprendre des qui associent toutes les régions du pays, notamment celles qui avaient été délaissées sous le régime de Ben Ali. Il est ressorti des groupes de discussion que les jeunes, qu'ils soient de Sousse ou du Kef, ont un sens fort de l'unité et de la solidarité nationales comme l'ont montré les marches qu'ils avaient organisées de Tunis à Sidi Bouzid pour remercier les habitants de cette localité d'avoir déclenché la Révolution.

Des questions politiques telles que la réforme constitutionnelle, les activités partisans et les prochaines élections revêtent une importance moindre, aux yeux des jeunes, que la sécurité ou les questions économiques, mais elles attirent de plus en plus l'intérêt. La transition démocratique actuelle constitue une occasion extraordinaire permettant à la classe politique de mieux faire connaître ces problématiques auprès des jeunes. A titre d'exemple, la décision de la Haute Commission d'exiger des partis politiques qu'ils nomment chacun un jeune représentant en son sein est un bon pas dans la bonne direction. Comme le vote demeure le moyen de la participation

politique par excellence, les prochaines élections seront l'occasion pour les jeunes de jouer un rôle plus actif dans la vie politique du pays.

Transformer le regard cynique que les jeunes portent sur la chose politique – attitude largement nourrie et favorisée sous le règne de Ben Ali – ne sera pas chose facile. Les jeunes tunisiens sont fiers des réalisations récentes mais demeurent méfiants quant à l'avenir et au rôle que la classe politique aura à jouer. Pendant que les institutions du pays se mettent en place, les acteurs politiques doivent s'investir dans la communication de proximité pour répondre aux besoins les plus pressants tout en évitant de parler au nom de la Révolution. Plutôt que de faire des promesses irréalisables, les acteurs politiques seraient mieux avisés de formuler des plate-formes réalistes et d'expliquer aux jeunes pourquoi certaines questions doivent être prioritaires par rapport à d'autres. En agissant ainsi, ils pourront petit à petit convaincre les jeunes que les hommes politiques cherchent le pouvoir non pas à des fins personnelles mais pour servir l'intérêt général de la communauté nationale.

ANNEXE 'A'

Profils des participants aux groupes de discussion

Ville	Nombre
Tunis 1	9
Tunis 2	10
Bizerte	7
Sousse	10
Kairouan	9
Sidi Bouzid	8
Sfax	10
Gabès	8
Nabeul	9
Le Kef	8
TOTAL	88

Sexe	Nombre
Hommes	49
Femmes	39
TOTAL	88

Age	Nombre
25-30	56
30-35	32
TOTAL	88

Profession	Nombre
Travaillant	56
Chômeur	32
TOTAL	88